

*Questions orales*

En ce qui concerne la technologie des ADAC. . .

**Des voix:** Allons donc!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Madame la Présidente, le député nous a posé trois questions, mais ses collègues d'en face ne veulent pas entendre les réponses. J'essaie de répondre aux questions du député.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances.

C'est aujourd'hui que prend fin la Semaine de la petite entreprise, mais pour les 947 petites entreprises qui ont fait faillite le mois dernier, c'est aussi la fin.

L'homme bionique, l'Américain Michael Porter, qui a récemment fait une étude sur la compétitivité du Canada, a clairement fait ressortir que les politiques économiques du gouvernement actuel n'étaient pas axées sur l'avenir du Canada.

Les faillites, la baisse remarquable des dépenses de consommation et la TPS sont autant de coups durs portés aux petites entreprises du pays. Quand le ministre des Finances va-t-il présenter un plan d'action pour s'attaquer à la très grave situation des trois millions de Canadiens qui ne trouvent pas d'emploi ainsi que des petites entreprises qui sont au bord du gouffre?

Les petites entreprises, pivot de notre pays, méritent d'être mieux traitées par le gouvernement actuel.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame la Présidente, je crois que c'est encourageant de constater que le nombre des faillites d'entreprises a baissé.

En raison des faibles taux d'intérêt, on assiste actuellement à un redressement de l'économie. Je suis heureux de constater que le taux d'escompte est descendu hier à 8,75 p. 100, soit l'un des plus bas depuis de nombreuses années. Je crois que tous les députés devraient s'en féliciter.

C'est très important, le député en conviendra, pour toute petite entreprise, car les taux d'intérêt sont cruciaux.

Les autres indicateurs, comme l'augmentation des mises en chantier, l'amélioration de notre balance du com-

merce extérieur, la baisse du chômage, pour le mois de septembre, témoignent d'une reprise économique. Nous devons nous attaquer aux choses essentielles, le député est bien de cet avis.

Nous devons contenir l'inflation et les mouvements inflationnistes. C'est fait. Nous avons dit que lorsque cela se produirait, on assisterait à une certaine baisse des taux d'intérêt. C'est le cas. Tout est en place pour une reprise durable avec, en prime, la stabilité des prix.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Madame la Présidente, je rappelle au ministre que les faillites sont en hausse de 38 p. 100 par rapport à septembre dernier lorsque nous étions officiellement en récession.

Je pense que ce n'est pas une chose à dire aux petites entreprises qui en arrachent.

[Français]

Madame la Présidente, si le ministre ne veut pas écouter ce que ce côté-ci de la Chambre lui dit, je lui suggère d'écouter ses propres députés. Le message est simple: La politique fiscale du gouvernement étouffe la classe moyenne. Il peut aussi écouter les premiers ministres provinciaux, comme Robert Bourassa, par exemple, qui dit que les gens paient trop de taxes et que les résultats sont catastrophiques.

Est-ce que le gouvernement va alléger le fardeau fiscal de la classe moyenne en fermant des échappatoires pour les riches?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame la Présidente, le gouvernement a très bien réussi à maintenir une forte croissance du revenu familial depuis qu'il a accédé au pouvoir.

En effet, le revenu familial moyen a augmenté au rythme de 2 p. 100 par année entre 1984 et 1989. Ce qui se compare au taux obtenu dans les années 60 et 70. Dire que le revenu personnel a diminué n'est pas conforme à la réalité.

Les faits montrent clairement le contraire. Certes, nous nous préoccuons du fardeau fiscal, mais la députée conviendra que nous faisons face à un grave problème d'endettement, à un grave problème de déficit.